

Le 'Digital Market Act'

Une synthèse de la proposition de règlement européen sur la régulation des plateformes numériques essentielles (*Core Plaform Services*)

Réf. 2021-P03 |

* Le présent document a été rédigé sur la base du projet paru en langue anglaise. Une traduction en langue française de ce projet est désormais disponible ici : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020PC0842&from=fr>



Présentation

- Le Digital Market Act est la proposition de règlement portée par la Commission européenne publiée dans version anglaise le 15 décembre 2020.
- Ce projet de 60 pages s'articule autour de 6 chapitres et 33 articles.
 - **Chapitre 1** (2 articles) expose l'objet de la directive et définit les termes spécifiques.
 - **Chapitre 2** (2 articles) identifie 8 *Core platform services* soumises à l'application du règlement et qualifie la notion de *Gatekeeper*.
 - **Chapitre 3** (9 articles) précise les obligations susceptibles de s'imposer aux *Gatekeepers*.
 - **Chapitre 4** (4 articles) détaille les procédures d'enquêtes désignant les *Gatekeepers* et les *Core Platform services* et les règles permettant de faire évoluer les acteurs et services désignés
 - **Chapitre 5** (16 articles) contient les modalités d'application et de mise en œuvre de la directive.
 - **Chapitre 6** présente d'autres modalités plus générales.
- Le règlement devrait entrer en vigueur début 2022, après examen par le Parlement européen et approbation par le Conseil de l'Europe.



Périmètre et attribution de compétences

Champ d'application
de la Directive

- Les marchés des **réseaux de communications électroniques** et des **services de communications électroniques** ne sont pas concernés par la régulation ([§3 Article 1](#))

Identification des
services et des
acteurs concernés
par la Directive

- **Secteur du Numérique** : secteur des produits et services fournis grâce aux *services de la société de l'information* ([§3 Article 2](#)). Les services de la société de l'information ne sont pas définis en tant que tels dans le projet.
- **8 Core platform services** susceptibles de poser *a priori* des problèmes de concurrence : (1) services d'intermédiation en ligne, (2) réseaux sociaux, (3) moteurs de recherche, (4) plateformes de partage de vidéos, (5) services de communication électronique interpersonnelle, (6) systèmes d'exploitation, (7) services de cloud, (8) services de publicité. ([§2 Article 3](#))
- La Commission peut modifier la liste des *Core Platform services* ([Article 17](#))
- **Gatekeeper** : fournisseur de l'un des 8 *Core Platform services* susmentionnés remplissant les critères indiqués dans l'article 3.

Primauté de la
Commission

- Les Etats Membres de l'UE ne peuvent prendre des décisions allant à l'encontre de celles prises par la Commission. ([§7 Article 1](#))



Gatekeepers : critères d'éligibilité et obligation de déclaration

Critères à remplir pour être qualifié Gatekeeper

- Un fournisseur de l'un des 8 services susmentionnés est un *Gatekeeper* si ([§1 et 2 Article 3](#)) :
 1. sa taille a une incidence sur le marché intérieur, condition supposée remplie si son chiffre d'affaires est d'au moins **6,5 milliards d'euros au cours des 3 derniers exercices dans l'UE**, et/ou sa **valorisation boursière s'est élevée à au moins 65Mds€ au cours du dernier exercice** avec un service actif dans au moins **3 pays membres** ;
 2. son service cumule plus de **45 millions d'utilisateurs finaux mensuel actifs** au sein de l'UE et/ou plus de **10 000 entreprises utilisatrices** ;
 3. **sa position est durable et stable** : critère considéré acquis si les deux précédents le sont. Mais une évaluation peut être engagée en fonction de la dynamique du marché en cause (entrées, innovation, etc.) pour évaluer la situation effective de tout acteur opérant dans l'une de 8 *Core Platform service*.

Obligation de déclaration par le Gatekeeper lui-même

- Un fournisseur de services remplissant les 3 critères dispose de **3 mois** pour se déclarer à la Commission en produisant les informations adéquates pour tous les services qu'il preste concernés par le dispositif ([§3 Article 3](#))
- La Commission reçoit les informations et dispose de **60 jours** pour qualifier le fournisseur de services comme *Gatekeeper* sauf s'il fournit des arguments prouvant qu'il ne satisfait pas le critère 3. ([§4 Article 3](#))
- Un fournisseur de services déclaré *Gatekeeper* dispose de **6 mois** pour se conformer aux obligations lui incombant. ([§8 Article 3](#))



Gatekeepers : critères d'éligibilité *ad hoc*

Critères pour qualifier de *Gatekeeper* un acteur ne remplissant pas les critères normatifs

- Un fournisseur de services peut être qualifié de *Gatekeeper* par la Commission après enquête approfondie, même s'il ne remplit pas les critères du §2 Article 3. La Commission peut alors considérer les éléments suivants ([§6 Article 3](#)) :
 - la taille, notamment le chiffre d'affaires, la valorisation boursière et la position sur le marché,
 - le nombre d'utilisateurs finaux et le nombre d'entreprises dépendant du service pour atteindre leurs utilisateurs,
 - les barrières à l'entrée induites par les externalités de réseaux,
 - les économies d'échelle et de gamme que le fournisseur de services peut réaliser,
 - tout autre effet structurel.

Révision des décisions et de la liste des *Gatekeepers*

- La Commission peut, à tout moment, réviser sa décision ayant désigné un *Gatekeeper*. ([§1 Article 4](#))
- Elle actualise la liste des *Gatekeepers* au moins tous les deux ans ([§2 Article 4](#))
- La Commission peut lancer à tout moment des enquêtes de marché dans le but d'identifier des *Gatekeepers* ([§1 Article 15](#))



Obligations minimales des Gatekeepers

Obligation de non
exclusivité

Proscription de
services liés et non
discrimination

Transparence des
prestations de
services publicitaires

Interdiction de l'usage
concurrentiel des
données 'privées'

Obligations
supplémentaires
éventuelles

- Un *Gatekeeper* ne peut interdire à ses utilisateurs (i) d'utiliser **d'autres plateformes** à des conditions et prix **différents** que la sienne ([Article 5b](#)), (ii) d'empêcher les entreprises utilisant son service de promouvoir leurs activités ou de conclure des contrats avec des utilisateurs en dehors de sa plateforme ([Article 5c](#))
- Un *Gatekeeper* ne peut **contraindre les utilisateurs de son service** à utiliser les services d'un **autre Gatekeeper** pour utiliser ses propres services ([Article 5f](#)). Il permet à ses utilisateurs de désinstaller toute application ou service intégré par défaut. ([§1b Article 6](#))
- Un *Gatekeeper* traite tous les services tiers de façon équitable et ne favorise pas le(les) service(s) qu'il produit lui-même ([§1d Article 6](#))
- Un *Gatekeeper* prestant des services de publicité doit fournir les informations sur le prix des espaces publicitaire payé par les annonceurs et les sommes reversées aux éditeurs pour les espaces achetés par les annonceurs. ([Article 5g](#))
- Les **données générées** par les utilisateurs par l'utilisation des services fournis par les *Gatekeepers* sont des **données privées** ([§2 Article 6](#)).
- Un *Gatekeeper* ne peut utiliser à des fins concurrentielles les données non publiques générées par les entreprises et utilisateurs de son service ([§1a Article 6](#)). Il laisse le **libre accès** aux entreprises aux données qu'elles génèrent via sa plateforme ([§1i Article 6](#))
- La **liste des obligations** susmentionnées n'est **pas exhaustive**. La Commission peut, si elle identifie de nouvelles pratiques affectant la concurrence, ajouter toutes obligations supplémentaires nécessaires ([§1 Article 10](#))



Obligations des Gatekeepers : dispositions diverses

Conformité pour remplir les obligations

- La Commission peut **exiger d'un Gatekeeper qu'il prenne des mesures correctrices** pour bien se conformer aux obligations. Elle dispose de **3 mois** pour fournir ses conclusions préliminaires ([§4 Article 7](#)), **6 mois** pour imposer les mesures correctrices jugées nécessaires ([§2 Article 7](#)).
- Le *Gatekeeper* en cause dispose du droit de réponse pour montrer que son dispositif permet de remplir ses obligations ([§7 Article 7](#)).

Contrôle des opérations de concentration

- Un *Gatekeeper* **doit informer la Commission de tout projet d'acquisition**, quelle que soit la taille de la cible ([§1 Article 12](#)).
- Si une opération de concentration implique la création d'un *Gatekeeper*, les parties prenantes doivent en informer la Commission 3 mois.

Suspension de certaines obligations

- A la demande d'un *Gatekeeper*, la Commission peut suspendre certaines obligations, notamment si **sa viabilité économique** est en cause. La Commission dispose de **3 mois pour examiner** une demande de suspension. ([§1 Article 8](#))
- Les décisions de suspension sont révisables **tous les ans** ([§2 Article 8](#))



Les enquêtes

Enquête pour qualifier de *Gatekeeper* un fournisseur de services ne remplissant pas les critères des § 1 et 2 de l'Article 3

- La Commission peut lancer des enquêtes pour identifier des *Gatekeepers* (§1 Article 15). Elle présente ses résultats préliminaires aux fournisseurs de services dans les **6 mois** suivant l'ouverture de l'enquête. ([§2 Article 15](#))
- A l'issue d'une enquête, la Commission peut qualifier de *Gatekeeper* un fournisseur de services qui **n'a pas encore de position durable et stable**. Il peut alors être assujetti à des obligations spécifiques. ([§4 Article 15](#))

Enquête pour non respect des obligations et remèdes

- Après enquête lancée par la Commission pour non respect par un *Gatekeeper* de ses obligations, des remèdes comportementaux ou structurels peuvent être imposés au *Gatekeeper* mis en cause. ([§1 Article 16](#))
- La Commission communique ses préoccupations au *Gatekeeper* concerné dans **les 6 mois** suivant l'ouverture de l'enquête. ([§5 Article 16](#))

Enquête pour identification de *Core platform services* supplémentaires

- La Commission peut lancer des enquêtes pour intégrer des service dans la liste des *Core platform services* (*italique*) ([Article 17](#))



Contrôle, sanctions, saisine des Etat membres

Dispositifs de contrôle

- La Commission peut exiger des *Gatekeepers* l'accès à leurs informations et bases de données ([Article 19](#)) et réaliser des inspections directement dans les locaux européens des *Gatekeepers*. ([Article 21](#))
- Elle peut, en cas d'urgence, prendre des mesures provisoires contre un *Gatekeeper* ([§1 Article 22](#))

Amendes

- Les amendes ne peuvent dépasser **10% du chiffre d'affaires** annuel en cas de non respect des articles 5, 6, 7, 16, 22 et 23 ([§1 Article 26](#))
- en cas de non respect des délais de transmission d'information, de transmission d'informations erronées ou de non respect des obligations des articles 12, 13, 19, 20 ou 21, la Commission peut fixer des amendes allant **jusqu'à 1% du chiffre d'affaires annuel** ([§2 Article 26](#))

Astreinte

- La Commission peut appliquer des pénalités journalières en cas de non respect des obligations. Elles ne peuvent dépasser 5% du chiffre d'affaires journalier. ([§1 Article 27](#))

Comité de conseil en digital

- Un comité de conseil en digital est créé afin d'assister la Commission dans l'application de la Directive ([§1 Article 32](#))

Les Etats membres peuvent saisir la Commission

- Si trois Etats Membres ou plus demandent l'ouverture d'une enquête de marché, la Commission doit examiner la requête sous 4 mois. ([Article 33](#))





39, rue d'Aboukir
75002 PARIS
Tél. + 33 (0) 1 55 04 87 10
Fax. +33 (0) 1 53 40 85 15
www.teraconsultants.fr

Contactez-nous

Laurent BENZONI

Benzoni@tera.fr

Annexe

- **§3 Article 1** : « *This regulation shall not apply to markets related to electronic communications networks «...», related to electronic communications services. »*
- **§7 Article 1** : « *National authorities shall not take decisions which would run counter to a decision adopted by the Commission under this Regulation »*
- **§1 Article 2** : « *'Gatekeeper means' a provider of core platform services designated pursuant to Article 3»*
- **§2 Article 2** : « *'Core platform' services means any of the following :*
 - « *online intermediation services »*, par exemple les marché en ligne tels que l'App Store
 - « *social networking »*, i.e les réseaux sociaux
 - « *online search engines »*
 - « *video sharing platform services »*,
 - « *number-independent interpersonal electronic communication services »*
 - « *operating systems »*
 - « *cloud services »*
 - « *advertising services » »*
- **§3 Article 2** : « *'Digital sector' means the sector of products and services provided by means of or through information society services »*



Annexe

- **§1 Article 3** : « A provider of core platform services shall be designated as gatekeeper if :
 - (a) It has a significant impact on the internal market
 - (b) It operates a core platform service which serves as an important gateway for business users to reach end users; and
 - (c) It enjoys an entrenched and durable position in its operations or it is foreseeable that it will enjoy such position in the near future »
- **§2 Article 3** : « A provider of core platform services shall be presumed to satisfy :
 - (a) the requirement in paragraph 1 point (a) where the undertaking to which it belongs achieves an annual EEA turnover equal to or above EUR 6.5 billion in the last three financial years, or where the average market capitalisation or the equivalent fair market value of the undertaking to which it belongs amounted to at least EUR 65 billion in the last financial year, and it provides a core platform service in at least three Member States
 - (b) the requirement in paragraph 1 point (b) where it provides a core platform service that has more than 45 million monthly active end users established or located in the Union and more than 10 000 yearly active business users established in the Union in the last financial year « ... »
 - (c) the requirement in paragraph 1 point (c) where the thresholds in point (b) were met in each of the last three financial years »
- **§3 Article 3** : « Where a provider of core platform services meets all the thresholds in paragraph 2, it shall notify the Commission thereof within three months after those thresholds are satisfied and provide it with the relevant information identified in paragraph 2 »



Annexe

- **§4 Article 3** : « *The Commission shall, without undue delay and at the least 60 days after receiving the complete information referred to in paragraph 3, designate the provider of core platform services that meets all the thresholds of paragraph 2 as a gatekeeper, unless that provider, with its notification, presents sufficiently substantiated arguments to demonstrate that, in the circumstances in which the relevant core platform service operates, and taking into account the elements listed in paragraph 6, the provider does not satisfy the requirements of paragraph 1* »
- **§6 Article 3** : « *The Commission may identify as a gatekeeper, in accordance with the procedure laid down in article 15, any provider of core platform services that meets each of the requirements of paragraph 1, but does not satisfy each of the thresholds of paragraph 2, or has presented sufficiently substantiated arguments in accordance with paragraph 4.*

For that purpose the Commission shall take into account the following elements :

- « *the size, including turnover and market capitalisation, operations and position of the provider of core platform services* »
 - « *the number of business users depending on the core platform service to reach end users and the number of end users* »
 - « *entry barriers derived from network effects and data driven advantages, in particular in relation to the provider's access to and collection of personal and non-personal data or analytics capabilities*
 - « *Scale and scope effects the provider benefits from, including with regard to data* »
 - « *Business user or end user lock-in* »
 - « *Other structural market characteristics* »
- **§8 Article 3** : « *The gatekeeper shall comply with the obligations laid down in Article 5 and 6 within six months after a core platform service has been included in the list pursuant to paragraph 7 of the Article* »



- **§1 Article 4** : « *The Commission may upon request or its own initiative reconsider, amend or repeal at any moment a decision adopted pursuant to Article 3 for one of the following reasons :*
 - *(a) there has been a substantial change in any of the facts on which the decision was based*
 - *(b) the decision was based on incomplete, incorrect or misleading information provided by the undertakings »*
- **§2 Article 4** : « *The Commission shall regularly, and at least every 2 years, review whether the designated gatekeepers continue to satisfy the requirements laid down in Article 3 (1), or whether new providers of core platform services satisfy those requirements »*



Annexe

- **Article 5b** : « allow business users to offer the same products or services to end users through third party online intermediation services at prices or conditions that are different from those offered through the online intermediation services of the gatekeeper »
- **Article 5c** : « allow business users to promote offers to end users acquired via the core platform service, and to conclude contracts with these end users regardless of whether for that purpose they use the core platform services of the gatekeeper or not »
- **Article 5f** : « refrain from requiring business users or end users to subscribe to or register with any other core platform services identified pursuant to Article 3 or which meets the threshold in Article 3(2)(b) as a condition to access »
- **Article 5g** : « provide advertisers and publishers to which it supplies advertising services, upon their request, with information concerning the price paid by the advertiser and publisher, as well as the amount of remuneration paid to the publisher, for publishing of a given ad and for each of the relevant advertising services provided by the gatekeeper»
- **§1a Article 6** : « refrain from using in competition with business users, any data not publicly available, which is generated through activities by those business users, including by the end users of these business users. »
- **§1b Article 6** : « allow end users to un-install any pre-installed software applications on its core platform service without prejudice to the possibility for a gatekeeper to restrict such un-installation in relation to software applications that are essential for the functioning of the operating system of or the device and which cannot technically be offered on a standalone basis by third-parties »



Annexe

- **§1d Article 6** : « refrain from treating more favourably in ranking services and products offered by the gatekeeper itself or by any third party belonging to the same undertaking compared to similar services or products of third party and apply fair and non discriminatory conditions to such ranking »
- **§1i Article 6** : « provide business users, or third parties authorised by a business user, free of charge, with effective, high-quality, continuous and real-time access and use of aggregated or non-aggregated data, that is provided for or generated in the context of the use of the relevant core platform services by those business users »
- **§2 Article 6** : « data that is not publicly available shall include any aggregated and non aggregated data generated by business users that can be inferred from, or collected through, the commercial activities of business users or their customers on the core platform service of the gatekeeper »
- **§2 Article 7** : « Where the Commission finds that the measures that the gatekeeper intends to implement « ... » do not ensure effective compliance with the relevant obligations laid down in Article 6, it may by decisions specify the measures that the gatekeeper concerned shall implement. The Commission shall adopt such a decision within six months from the opening of proceedings »
- **§4 Article 7** : « The Commission shall communicate its preliminary findings within three months from the opening of the proceedings. In the preliminary findings, the Commission shall explain the measures it considers to take or it considers that the provider of core platform services concerned should take in order to effectively address the preliminary findings »
- **§7 Article 7** : « A gatekeeper may, with its request, provide a reasoned submission to explain in particular why the measures that it intends to implement or has implemented are effective in achieving the objective of the relevant obligation in the specific circumstances »



Annexe

- **§1 Article 8** : « *The Commission may on a reasoned request by the gatekeeper, exceptionally suspend, in whole or in part, a specific obligation laid down in Articles 5 and 6 for a core platform service by a decision adopted in accordance with the advisory procedure referred to in Article 32(4) « ... » the economic viability of the operation of the gatekeeper in the Union « ... ». The Commission shall aim to adopt the suspension decision without delay and at the latest 3 months following receipt of a complete reasoned request »*
- **§2 Article 8** : « *Where the suspension is granted pursuant to paragraph 1, the Commission shall review its suspension decision every year »*
- **§1 Article 10** : « *The Commission is empowered to adopt delegated acts in accordance with Article 34 to update the obligations laid down in Articles 5 and 6 where, based on a market investigation pursuant to Article 17, it has identified the need for new obligations »*
- **§1 Article 12** : « *A gatekeeper shall inform the Commission of any intended concentration « ... » involving another provider of core platform services or of any other services provided in the digital sector irrespective of whether it is notifiable to Union competition authority »*



Annexe

- **§1 Article 15** : « *The Commission may conduct a market investigation for the purpose of examining whether a provider of core platform services should be designated as a gatekeeper* »
- **§2 Article 15** : « *The Commission shall endeavour to communicate its preliminary findings to the provider of core platform services concerned within six months from the opening of the investigation* »
- **§4 Article 15** : « *When the Commission pursuant to Article 3(6) designates as a gatekeeper a provider of core platform services that does not yet enjoy an entrenched and durable position in its operations, but it is foreseeable that it will enjoy such position in the near future, it shall declare applicable to that gatekeeper only the obligations laid down in Article 5(b) and Article 6(1) points (e), (f), (h) and (i) as specified in the designation decision* »
- **§1 Article 16** : « *Where the market investigation shows that a gatekeeper has systematically infringed the obligations laid down in Article 5 and Article 6 « ... » the Commission may « ... » impose on such gatekeeper any behavioural or structural remedies which are proportionate to the infringement committed* »
- **§5 Article 16** : « *The Commission shall communicate its objections to the gatekeeper concerned within six months from the opening of the investigation* »
- **Article 17** : « *The Commission may conduct a market investigation with the purpose of examining whether one or more services within the digital sector should be added to the list of core platform services or to detect types of practices that may limit the contestability of core platform services or may be unfair and which are not effectively addressed by this regulation. It shall issue a public report at least within 24 months from the opening of the market investigation* »



Annexe

- **Article 19** : « *The Commission may by simple request or by decision require information from undertakings and associations of undertakings. « ... » The Commission may also request access to data bases and algorithms of undertakings and request explanations on those by a simple request or by a decision* »
- **§1 Article 21** : « *The Commission may conduct on-site inspections at the premises of an undertaking or associations of undertakings* »
- **§2 Article 21** : « *During the on-site inspections the Commission and auditors or experts appointed by it may require the undertaking or association of undertakings to provide access to and explanations on its organisation, functioning ,IT system, algorithms, data-handling and business conducts* »
- **§1 Article 22** : « *In case of urgency due to the risk of serious and irreparable damage for business users or end users of gatekeepers, the commission may by decision adopt in accordance with the advisory procedure referred to in Article 32(4), order interim measures against a gatekeeper on the basis of a prima facie finding of an infringement of Article 5 or 6* »
- **Article 26 §1** : « *The Commission may impose on a gatekeeper fines not exceeding 10% of its total turnover in the preceding financial year where it finds that the gatekeeper, intentionally or negligently fail to comply with*
 - *Any of the obligations pursuant to Article 5 and 6*
 - *The measures specified by the Commission pursuant to a decision under Article 7*
 - *Measures ordered pursuant to Article 16(1)*
 - *A decision ordering interim measures pursuant to Article 22*
 - *A commitment made binding by a decision pursuant to Article 23* »



Annexe

- **§2 Article 26** : *« The Commission may by decision impose on undertakings or associations of undertakings fines not exceeding 1% of the total turnover in the preceding financial year where they intentionally or negligently :
 - Fail to provide within the time-limit information that is required « ... »
 - Fail to notify information that is required pursuant to Article 12 or supply on correct, incomplete or misleading information »*
- **§1 Article 27** : *« The Commission may impose on undertakings, including gatekeepers where applicable, periodic penalty payments not exceeding 5% of the average daily turnover in the preceding financial year per day, calculated from the date set by that decision, in order to compel them
 - To comply with the decision pursuant to Article 16(1)
 - To supply correct and complete information within the time limit required by a request for information made by decision pursuant to Article 19
 - To ensure access to data-bases and algorithms of undertakings and to supply explanations on those as required by a decision pursuant to Article 19
 - To submit to an on-site inspection which was ordered by a decision taken pursuant to Article 21
 - To comply with a decision ordering interim measures taken pursuant to Article 22(1)
 - To comply with commitments made legally binding by a decision pursuant to Article 23(1)
 - To comply with a decision pursuant to Article 25(1)*
- **§1 Article 32** : *« The Commission shall be assisted by the Digital Markets Advisory Committee. The Committee shall be a Committee within the meaning of Regulation (EU) No 182/2011 »*
- **Article 33** : *« Where three or more Member States request the Commission to open an investigation pursuant to Article 15 because they consider that there are reasonable grounds to suspect that a provider of core platform services should be designated as a gatekeeper »*

